

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **La Poste : la privatisation ne passera pas !**

La Poste : la privatisation ne passera pas !

mercredi 30 septembre 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2009).

FRANCE : Premier de cordée de la rentrée sociale 2009 du secteur public, la poste, son personnel, les syndicats et les usagers sont désormais à la croisée des chemins.

La fin du printemps et l'été ont été marqués par des luttes dures et longues de salariés du secteur privé. Leur radicalité a parfois payé et a eu des échos dans l'opinion. Ces luttes ont souvent été présentées par les médias comme des actions de voyous, alors que face à des patrons et des raquetteurs agissant sous l'œil bienveillant de l'État, l'action est la seule alternative.

Le 22 septembre, à l'appel des syndicats de La Poste, CGT, FO, CFTC, CFDT et SUD, le personnel s'est fortement mobilisé contre le projet gouvernemental de changement de statut qui conduit tout droit à privatisation. Cette journée devrait inciter les postiers à amplifier le mouvement avec le soutien de la population.

Le 3 octobre : voter et faire voter contre la privatisation ! Et préparer la suite.

Le 3 octobre, à l'occasion de la votation citoyenne organisée sur tout le territoire par le Comité national contre la privatisation de la poste, tous les usagers en âge de voter, et ce sans discrimination, pourront s'exprimer. Car l'avenir de la poste ne laisse personne indifférent. Nous devons nous mobiliser partout, dans les entreprises, les quartiers, les lieux de vie pour participer à cette consultation.

Un succès en termes de participation serait une claque pour Sarkozy et son gouvernement. La galette serait complète, si dans la continuité, les confédérations prenaient en compte ce baromètre électoral pour proposer un mouvement social interprofessionnel public/privé au-delà des grèves de 24 heures. Les salariés s'étaient exprimés dans ce sens en participant massivement aux journées des 29 janvier et 19 mars. Ce n'est peut-être que partie remise.

Les fausses raisons d'un changement de statut :

La poste a beaucoup communiqué sur sa dette et le besoin que représenterait un « investissement supplémentaire de 2,7 milliards » pour « moderniser » l'entreprise. C'est pourtant faire abstraction de la dette contractée par l'État envers la poste. Dans le cadre des missions de service public confiées à la poste pour 2007, l'État doit à la poste :

- 415 millions pour la distribution de la presse,
- 255 millions pour l'aménagement du territoire (la présence postale sur tout le territoire),
- 88 millions pour l'accessibilité bancaire.

Chaque année, ce sont près de 800 millions d'euros qui sont laissés au passif de la poste. Aujourd'hui, avec les centaines de milliards que les différents gouvernements sont prêts à injecter

dans les banques pour les banques, on voit bien que les 2,7 milliards sont dérisoires.

La logique de profits du système capitaliste est clairement mise à nue. Il s'agit de socialiser les pertes et de privatiser les profits. Et c'est vrai que la poste fait des profits :

579 millions d'euros en 2005, 789 millions d'euros en 2006, 943 millions d'euros en 2007, 529 millions en 2008.

Un autre argument largement diffusé : « il ne s'agit que d'une ouverture du capital ». Rien de nouveau sous le soleil, c'est la chansonnette favorite des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, pour faire avaler la pilule de la privatisation. Pour France Télécom, l'État devait rester actionnaire à hauteur de 50 %. Aujourd'hui, la part de l'État est de 26 %.

Autre exemple, celui d'EDF-GDF. Le 6 avril 2004, Sarkozy – alors ministre des Finances – jurait la main sur le cœur : « On ne viendra pas à la privatisation. C'est clair, c'est simple et c'est net. Il n'y aura pas de privatisation d'EDF ou Gaz de France ». Ce qui est clair et net, c'est la séparation entre EDF et GDF, qui a elle-même fusionné avec Suez.

Enfin un dernier argument : « la Constitution nous protège de la privatisation ». Cela se saurait si la Constitution était faite par et pour les travailleurs. Sans faire un catalogue des droits qui y sont allégrement bafoués, prenons le droit au logement qui y est inscrit, cela n'empêche aucunement de se retrouver à la rue. La Constitution préfère, il est vrai, faire respecter le droit de propriété lui aussi inscrit dans le texte...

Filialisation, réorganisation : la privatisation rampante du groupe La Poste

À l'instar de Mao en 1958, le président de la poste, Bailly, a annoncé avec l'ouverture du capital et la transformation en société anonyme, « un grand pas en avant ». Et c'est vrai que la privatisation va changer beaucoup de choses.

Mais depuis de nombreuses années, il faut aussi mesurer à quel point les réorganisations ont été incessantes pour faire de la poste un groupe capable de s'imposer sur les marchés mondiaux à l'égal des grands trusts du privé. Avec près de 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires, la poste se place d'ores et déjà dans le peloton de tête des prétendants au leadership mondial. Ses trois holdings regroupant près de vingt filiales (dites de « premier plan ») lui permettent de figurer parmi les principaux opérateurs européens. Directement implantée en Grande-Bretagne, en Irlande et en Pologne, le groupe se positionne en seconde place européenne sur le colis express. Assurances, placements immobiliers, courtages, partenariat divers (aux USA avec Fedex) promettent un avenir radieux aux futurs actionnaires qui peuvent déjà faire leur armes avec Néopost, une filiale cotée dans au CAC Next 20, l'antichambre du CAC 40.

Le grand projet qui se met en place depuis plus de vingt ans est donc bien éloigné de ce que l'on pourrait attendre d'un service public. Près de la moitié des salariés de la poste sont déjà sous statut privé, et c'est aussi le cas de la presque totalité des filiales. Fallait-il aller encore plus loin ? Évidemment non.

Des attaques incessantes contre le personnel

Pour anticiper la privatisation de la poste, la direction cherche à la rentabiliser et attaque frontalement les droits des postiers.

Les « réorganisations » permanentes se traduisent systématiquement par des suppressions d'emploi (50 000 emplois en moins depuis 2002). Pour les personnels, cela signifie une augmentation de la charge de travail, travailler plus pour gagner pareil, alors que les salaires des postiers « de base » sont déjà proches du Smic. Les salariés sont de plus en plus souvent remplacés par des machines, au point que des centres de tri entiers ferment pour laisser la place à des « Plateformes industrielles courrier ».

La pression du tout commercial s'intensifie : objectifs chiffrés de vente pour les guichetiers, revenus liés en partie à des commissions... les bureaux de poste se transforment en épicerie, où l'on vend de tout et n'importe quoi. Les guichetiers sont mis en concurrence ; on met en vente des timbres « Johnny » et on fait miroiter une promotion aux meilleurs vendeurs au détriment de leurs collègues.

La répression revêt deux visages à la poste : les poursuites disciplinaires de plus en plus systématiques sous n'importe quel prétexte, visant particulièrement les agents non-alignés, âgés et à la santé fragile... Et le « pack huissiers-police-justice » contre les grèves. La direction ne lésine pas sur les moyens quand il s'agit de cogner sur les salariés.

Ce que la privatisation va changer

Si la privatisation passe, cela se traduira d'abord par une accélération de toutes les attaques en cours. Avec des éléments nouveaux et parfois décisifs comme les licenciements collectifs, et la possibilité d'aligner le régime des retraites sur le régime général, ce qui se traduirait par une hausse des cotisations et une baisse des pensions.

La qualité du service va baisser : avec des milliers de facteurs en moins, le courrier ne pourra pas être correctement distribué ? Les prix vont augmenter : envoyer une lettre à l'autre bout de la France ne coûte en réalité pas 56 centimes à la poste. Quand il faudra payer les services rendus au prix du marché, ce sera douloureux pour les usagers. D'autant plus que la concurrence n'a pas les vertus qu'on lui prête : tôt ou tard des multinationales qui ne se gênent pas pour faire payer très cher leurs services, contrôleront du marché.

Pour l'instant, le monopole public permet à tout le monde d'être raccordé gratuitement au réseau postal. Qu'est-ce qui empêchera de faire payer ce service, à part les promesses de Sarkozy ? On imagine la fragilisation sociale que cela entraînerait pour les plus démunis de ne même plus avoir de droit garanti à recevoir du courrier... Sans parler des milliers de fermetures de bureaux de poste en zone rurale et dans les quartiers populaires. La privatisation signifie la transformation de la poste en machine à broyer les salariés à l'intérieur et à fabriquer de l'exclusion à l'extérieur.

Dans les autres pays d'Europe

Sur le plan européen, la privatisation des postes européennes a entraîné de lourdes conséquences aussi bien pour les usagers que pour les postiers.

Au Royaume Uni, la privatisation de la Royal Mail mise en œuvre par le « socialiste » Tony Blair en 1999 est un tel échec que l'entreprise doit être renationalisée en catastrophe avec une perte évaluée à 1,5 milliard de livres payée par le contribuable. Une réorganisation en 2006 a conduit à la fermeture de 2 500 bureaux et à des réductions massives d'emplois.

La Suède a transformé sa poste en SARL en 1994, un tiers des emplois a été supprimé, les bureaux de postes sont passés de 2 000 à 500 et le prix du timbre bat tous les records avec une augmentation de 90 % du prix en dix ans !

Aux Pays-Bas, la poste a été transformée en SA en 1989 et a fusionné avec le groupe australien TNT

en 1996. L'entreprise est connue pour avoir fait travailler les enfants dans le portage et la publicité non adressée. Elle envisage de supprimer un quart des emplois environ dans les années qui viennent. 70 % de la main-d'œuvre travaille à temps partiel et le pays compte deux à trois fois plus de points de vente que de vrais bureaux de postes.

La bataille pour un grand service public postal européen est donc plus que jamais à l'ordre du jour pour mettre à mal des privatisations qui vont bien au-delà de ce seul secteur et concernent aussi le rail, la santé ou l'éducation.

Et demain ? Une poste vraiment au service du public ?

C'est loin d'être le cas aujourd'hui et c'est d'ailleurs l'un des arguments de Sarkozy : ça ne va pas, il faut donc réformer. Mais des réformes pour quoi faire ?

Défendre les services publics aujourd'hui, de notre point de vue, ce n'est pas défendre l'existant, cela serait d'ailleurs mal compris par la population. D'abord parce qu'en régime capitaliste, les services publics ont toujours eu un rôle ambigu, en partie au service du public et en partie au service de l'économie capitaliste. Mais aussi parce que cela s'est aggravé avec la mise en œuvre des logiques libérales qui ont souvent profondément transformé le fonctionnement des services publics avant même que le changement de statut n'ait eu lieu.

La poste que nous voulons, c'est un réseau de distribution où le rôle social des facteurs et des factrices notamment auprès des personnes âgées ne deviendrait pas un service payant. C'est un réseau qui participerait activement aux politiques d'aménagement du territoire, notamment dans les campagnes, au lieu de contribuer à la désertification. C'est un service bancaire qui permettrait aux plus pauvres de disposer d'un compte, même s'ils n'ont pas grand-chose à mettre dessus, pour ne pas amplifier le processus d'exclusion. C'est un réseau d'agences qui mettrait au service de tous les moyens d'accéder facilement aux nouvelles technologies afin de réduire « fracture numérique ».

C'est aussi un réseau qui se construirait à l'échelle européenne, mais sans négliger la dimension locale et les problèmes d'environnement : la circulation du courrier devrait être à l'évidence entièrement repensée, en commençant par éviter le « tout camion » et les kilomètres inutiles sous prétexte de rationalisation.

Enfin un service public digne de ce nom, c'est une entreprise qui n'écrase pas ses salariés. La lutte contre la privatisation n'est évidemment pas déconnectée de toutes les revendications concrètes, immédiates, que les travailleurs portent dans les luttes même les plus modestes. C'est même entièrement lié.
